

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERNARDY

Route de Guillaucourt
Chemin du Tour de Ville
80131 Harbonnières

Références : VT20250192
Code AIOT : 0010000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale sur les pertes d'utilité électrique dans les sites SEVESO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux
- Code AIOT : 0010000008

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques.

La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009, 9 novembre 2016, 4 décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	60 jours
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	60 jours
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Installation de traitement de l'ammoniac	AP Complémentaire du 09/11/2016, article 3.5.14.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Documents consultés (transmis par courriel du 07/04/2025) : - Plan du réseau électrique du site du 08/08/2016 ; - Plan de la distribution électrique (synoptique) ; - Liste des utilités (tableur).

Le site comporte un poste de livraison électrique de 20 kV qui distribue l'électricité vers deux postes de transformation de 200 V et 400 V.

Quatre types d'utilités sont identifiées :

- Vapeur (assurée par une chaudière) ;
- Eau froide (TAR et groupe froid) ;
- Eau chaude (batterie de chauffe) ;
- Air comprimé (compresseurs).

Pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

Document consulté (transmis par courriel du 07/04/2025) :

- Liste des utilités (tableur).

L'exploitant explique, sur la base des éléments listés dans le document susvisé les dispositions prévues. Celles-ci sont détaillées dans l'annexe confidentielle.

Constat : il est nécessaire que l'exploitant justifie la suffisance des moyens téléphoniques mis à disposition du personnel en cas de coupure électrique, dans le cadre du déclenchement du POI par exemple.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Documents consultés (transmis par courriel du 07/04/2025) : - Liste des utilités (tableur) ; - Fiche d'instructions FI SECU 067 - fonctionnement et vérifications du SCRUBBER GENIPLEX du 07/04/2021. L'exploitant explique les dispositions prévues. Celles-ci sont détaillées dans l'annexe confidentielle. Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59

Consignes d'exploitation et de sécurité.

[...]

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

[...]

-les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

Document consulté (transmis par courriel du 07/04/2025) :

- Fiche d'instructions FI SECU 067 - fonctionnement et vérifications du SCRUBBER GENIPILEX du 07/04/2021.

L'exploitant explique les dispositions prévues. Celles-ci sont détaillées dans l'annexe confidentielle.

Pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64

Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

Constats :

L'exploitant explique que la phase à risque de la fabrication du « Geniplex » à l'atelier D01a (d'une durée de 4 heures environ) est toujours effectuée en journée en présence de la personne chargée de la surveillance du procédé.

L'ensemble de la chaîne de sécurité et des moyens de surveillance habituels (valeur du pH et alarme visuelle en particulier) demeurant fonctionnels grâce au groupe électrogène qui se déclenche automatiquement en cas de coupure électrique, aucune surveillance spécifique n'est réalisée en pareil cas.

Pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à

<p>l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés (transmis par courriel du 07/04/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liste des utilités (tableur); - Fiche technique du groupe électrogène de secours ; - Plan du réseau électrique du site du 08/08/2016 ; - Plan de la distribution électrique (synoptique) ; - POI - version d'août 2022. <p>Sur la base de ces documents, l'exploitant explique les dispositions prévues. Celles-ci sont détaillées dans l'annexe confidentielle.</p> <p>Constat : le groupe motopompe de secours de l'alimentation électrique de la pompe de relevage des eaux d'extinction d'incendie vers les bassin de confinement n'apparaît pas sur les plans ad hoc et dans la liste des utilités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Art. 7</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté (transmis par courriel du 07/04/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche technique du groupe électrogène de secours (à l'atelier D01a). <p>Sur la base de ces documents, l'exploitant explique les dispositions prévues. Celles-ci sont détaillées dans l'annexe confidentielle.</p> <p>Constat : aucune consigne ne définit les modalités de vérification périodique du niveau de fioul dans le réservoir du groupe électrogène de secours du « Geniplex », ainsi que l'enregistrement des appoints et la détermination d'une réserve minimale de fioul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Art. 52</p> <p>Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des</p>

dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 07/04/2025) :

- Fiche d'instructions FI SECU 067 - fonctionnement et vérifications du SCRUBBER GENIPLEX du 07/04/2021 ;
- Fiche de suivi FS SECU 067 - contrôles groupe électrogène n°1594 GENIPLEX (EIPS).

L'instruction est de réaliser un contrôle 15 jours avant le démarrage d'une campagne de GENIPLEX et tous les mois pendant la campagne.

Trois dates de contrôle sont enregistrées sur la fiche de suivi transmise : 21/01/2025, 21/02/2025 et 28/03/2025.

Les contrôles ont permis de constater que la coupure électrique a entraîné le démarrage du groupe électrogène et le déclenchement de l'alarme.

A noter que la fiche ne mentionne pas la date de début de la campagne de GENIPLEX.

L'exploitant explique que le test du groupe électrogène consiste en une coupure de l'alimentation électrique avec vérification de la mise en marche automatique de l'appareil, de l'allumage du gyrophare extérieur à l'atelier D01a et du fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à être maintenus en service.

L'inspection relève que les documents présentés ne donnent pas les détails de l'essai en charge du groupe électrogène avec vérification de l'ensemble de la chaîne de sécurité. Il n'est pas non plus mentionné la réalisation d'opérations de maintenance régulières telles que le graissage.

Constat : les consignes ne détaillent pas les équipements et dispositifs vérifiés lors des tests périodiques du groupe électrogène de secours à l'atelier D01a et ne traitent pas des opérations de maintenance du groupe électrogène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
Constats : Aucune mise en conformité au sens de l'article 56 susmentionné n'est identifiée par l'exploitant. Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installation de traitement de l'ammoniac

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2016, article 3.5.14.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque toxique
Prescription contrôlée : Les éléments importants pour la sécurité (EIPS) dans la prévention ou la protection des accidents majeurs sont les suivants : [...] <u>Installation de traitement de l'ammoniac :</u> - Redondance pour la sonde pH de régulation du dosage acide sulfurique - Étalonnage hebdomadaire des deux sondes pH de régulation du dosage acide sulfurique [...]
Constats : Documents consultés : - Courrier de l'exploitant du 19/01/2017 ;

- Fiche d'instructions FI SECU 067 - fonctionnement et vérifications du SCRUBBER GENIPLEX du 07/04/2021, transmis par courriel du 07/04/2025 ;
- Fiche de suivi FS PROD 130 - étalonnage pH-mètre - Atelier D01a - extrait du 11/03 au 11/04/2025, transmis par courriel du 11/04/2025 ;
- Mode opératoire et fiche de suivi MOS ZNCNO - Geniplex -Atelier D01a - extrait du 24 au 26/03/2025, transmis par courriel du 11/04/2025.

Sur la base de ces documents, l'exploitant explique les dispositions prévues. Celles-ci sont détaillées dans l'annexe confidentielle.

Pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fiche FI SECU 067 mentionne que l'installation est équipée de deux sondes redondantes de régulation du pH qui doivent faire l'objet d'un test de fonctionnement au début de la campagne puis à fréquence hebdomadaire pendant la campagne de fabrication du GENIPLEX.

L'exploitant indique que la fiche FS LAB 011 a été remplacée par la FS PROD 130 pour l'étalonnage des sondes de pH de cet atelier. La fiche présentée ne relève aucune anomalie sur les étalonnages effectués à fréquence hebdomadaire.

Sur le terrain, l'inspection constate, à l'extérieur de l'atelier D01a, la présence de :

- un laveur de gaz ;
- un conteneur d'acide sulfurique ;
- un conteneur recueillant les effluents liquides du traitement des gaz ;
- une pompe d'injection;
- deux sondes pH;
- un gyrophare.

L'atelier est à l'arrêt lors de la visite (fin de journée).

Type de suites proposées : Sans suite